



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/878

A R R Ê T É

Du 29 avril 2019 portant mise en demeure à la société RHODIA Opérations sise à Chalampé de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8,
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement,
- VU** les constats relevés par l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement au cours de la visite d'inspection du 27 février 2019 sur site, faisant l'objet du rapport du 22 mars 2019,

CONSIDÉRANT l'incident survenu le 9 janvier 2019 sur le site de l'exploitant à Chalampé, où un wagon plein de butadiène a déraillé après s'être mis en « bivoie » puis a percuté et renversé un second wagon plein de butadiène en stationnement,

CONSIDÉRANT que la consigne, définie par l'exploitant dans le cadre de son système de gestion de la sécurité (SGS) et fixant la limite de vitesse des rames circulant sur le réseau ferré interne au site à 6 km/h, n'a pas été respectée au moment de l'incident survenu le 9 janvier 2019 et qu'il est par conséquent mis en évidence, par ce défaut d'application du SGS, une non-conformité à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et au point 3 de son annexe I,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pris en compte le retour d'expérience du déraillement et de la mise en « bivoie » d'un wagon de butadiène survenu en 2018 sur son site, présentant des causes communes avec le déraillement qui s'est reproduit le 9 janvier 2019, et qu'il est par conséquent mis en évidence, par ce défaut d'application du SGS, une non-conformité à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et au point 6 de son annexe I,

CONSIDÉRANT que les dispositions mises en place par l'exploitant en matière de maintenance de son réseau ferré, ainsi que l'application de ces dispositions, ne permettent pas de garantir la maîtrise et l'exploitation de ce réseau ferré en sécurité, et qu'il est par conséquent mis en évidence, par ce défaut d'application du SGS, une non-conformité à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et au point 3 de son annexe I,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société RHODIA Opérations est mise en demeure de respecter, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, pour l'exploitation de ses installations situées à Chalampé-Bantzenheim-Ottmarsheim, les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel susvisé du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement :

« Article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L.515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté. »

Annexe I : Système de gestion de la sécurité

...

3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

...

6. Surveillance des performances

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

... ».

.../...

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'Environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 29 avril 2019

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé

Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.